

PAR COURRIEL

Le 16 septembre 2021

APPEL DE CANDIDATURES

POSTE DE DIRECTION

AU BUREAU D'AIDE JURIDIQUE CENTRE-SUD

600, rue Fullum, bureau 5.04

Montréal (Québec) H2K 3L6

Le Centre communautaire juridique de Montréal, organisme institué en vertu de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (L.R.Q. c. A-14), dispense des services d'aide juridique à l'intention de toute personne admissible sur le territoire des districts judiciaires de Montréal et de Laval. Le Centre coordonne les activités de douze bureaux répartis sur l'ensemble du territoire. Il emploie 250 personnes dont environ 110 avocats et il transige avec de nombreux avocats et notaires exerçant en pratique privée.

Mandat

Relevant de la directrice générale adjointe, la personne retenue pour ce poste dirige et coordonne les activités professionnelles des avocats et des employés de ce bureau.

En outre, elle est responsable, auprès de la direction générale, de la prestation des services d'aide juridique aux bénéficiaires du territoire desservi par le bureau. Elle voit à l'organisation du travail, à la gestion du personnel et à la gestion de l'admissibilité à l'aide juridique. Elle fait partie de l'équipe de direction et travaille de concert avec les autres membres de la direction professionnelle, financière et administrative du Centre.

Le mandat pour ce bureau est d'une durée de 3 à 5 ans. La personne dont la candidature sera retenue à ce poste s'intégrera dans le processus de rotation des directrices/directeurs de bureau, de telle sorte qu'à la fin de son mandat à la direction du Bureau d'aide juridique Centre-Sud, elle sera appelée à assumer la direction dans un des autres bureaux du Centre ou assumer la responsabilité du secrétariat corporatif.

Profil recherché

La personne dont la candidature sera retenue possède une bonne connaissance du cadre juridique et des besoins de la population. Elle comprend, supporte et promeut les enjeux et les orientations du Centre communautaire juridique de Montréal définis au *Plan stratégique 2018 - 2023*.

Son mode de gestion est axé sur la qualité des services et sur la concertation. Elle est reconnue pour ses capacités d'analyse, son esprit de décision ainsi que son sens des priorités. Elle est appréciée pour son leadership professionnel et administratif et elle démontre de l'intérêt pour les problématiques sociales et communautaires reliées aux activités juridiques du Centre.

.../2

.../2

Exigences

- 10 ans d'expérience dans la pratique litigieuse du droit comme avocate ou avocat dans l'un ou plusieurs des grands secteurs du droit pratiqué à l'aide juridique ou une expérience équivalente.

Les conditions de travail

- Salaire de directrice/directeur de bureau établi selon le règlement de la Commission des services juridiques;
- Les autres conditions de travail s'apparentent à celles prévues pour les cadres juridiques à l'emploi du CCJM.

Période de probation

À compter de la nomination, la personne retenue et l'employeur bénéficieront d'une période de probation d'une année. Au cours de cette période, la personne retenue aura le droit de réintégrer son poste d'avocat(e) syndiqué(e). La direction, au cours de cette période, pourra décider de réintégrer l'avocat(e) à son poste antérieur.

Pendant la durée de la probation, le poste antérieurement détenu par la personne retenue sera temporairement comblé par un (e) avocat (e) remplaçant (e).

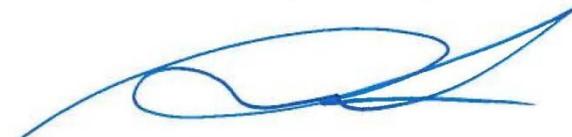
Processus de sélection

Les candidats intéressés seront invités à une première entrevue. Les candidats sélectionnés au terme de cette entrevue seront invités à une seconde entrevue. Le comité de sélection se réserve le droit de faire évaluer par un expert les habiletés de gestion des candidats choisis.

Dépôt des candidatures

Les avocates et avocats, qui seraient intéressés à ce poste de direction au Bureau d'aide juridique Centre-Sud doivent faire parvenir leur candidature par courriel à candidaturedirection@ccjm.qc.ca, accompagnée de leur *curriculum vitae*, au plus tard le 30 septembre 2021 à 16h30.

Le directrice générale,



Stéphanie Archambault, Avocate
